



**Communiqué
de la FSU Aube
Boycott du CDEN
du 12 mars 2024**

Nous avons décidé de boycotter ce CDEN ayant pour objet les moyens consacrés à la rentrée scolaire des 1er et 2d degrés pour notre département.

Si nous n'avons toujours pas les informations pour le Second degré, dans le 1er degré il s'agit du plus gros retrait de postes depuis 10 ans avec 17 postes supprimés (ce qui fera 29 en 2 ans !). Ces suppressions vont, malgré la baisse démographique, détériorer les conditions de travail des élèves et des enseignants. Les remplaçants manquent pourtant déjà depuis des années. Ainsi avant les vacances de février entre 30 et 40 remplacements par jour n'ont pas été effectués dans le 1er degré. Dans le second degré, les classes restent toujours aussi chargées, trop chargées, multipliant les copies à corriger et rendant difficile la prise en charge des besoins des élèves.

Au delà des moyens insuffisants, les choix du ministère ne sont pas non plus les nôtres. Le « choc des savoirs » ne sauvera pas l'école et n'améliorera pas les résultats aux enquêtes internationales. Groupes de niveau, uniforme (coût 2,4 milliards), service national universel, classe prépa lycée pour les élèves n'ayant pas eu le DNB, ... Comment vouloir prétendre réduire le poids des déterminismes sociaux en répartissant les élèves dans des groupes de niveau ? Et en pratique, cette réforme désorganiserait les collèges et dégraderait les emplois du temps des élèves et des personnels.

Nos salaires sont aussi une urgence. Les mesures de 2023 n'ont même pas permis de rattraper les pertes de pouvoir d'achat de ces 15 dernières années. L'arnaque du „Pacte Enseignant“ est confirmée : au delà de son inutilité pédagogique, il n'a pas obtenu l'adhésion des enseignants et pour cause, c'est une charge de travail supplémentaire et aucunement une revalorisation. Nous exigeons une augmentation immédiate de 10 % du point d'indice, un plan pluriannuel de rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, une revalorisation des carrières, l'abandon du Pacte et le transfert des sommes prévues vers des mesures sans contreparties.

La profession s'est mobilisée massivement lors des journées de grève du 1er et du 6 février, mais aucune vraie réponse n'a été apportée. Nous nous mobiliserons à nouveau le 19 mars avec l'ensemble de la Fonction Publique contre des réformes éducatives néfastes qui contribuent à l'appauvrissement du service public et pour que notre pouvoir d'achat cesse de diminuer.

Nous défendons une autre éducation qui aurait les moyens de faire réussir toutes et tous les élèves étudiant ensemble pour apprendre à faire société afin de réduire le poids des déterminismes sociaux.